

Agression à l'hôpital public : «Il faut dire clairement que l'islam radical gagne du terrain»



Extrait du film Hippocrate (2014)

Vox Politique (<http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/>) | Par Lydia Guirous ([#figp-author](#))

Mis à jour le 21/08/2015 à 23h54

FIGAROVOX/OPINION - Un soignant a été agressé au CHU de Bordeaux, après un refus d'auscultation d'une épouse par un homme. Lydia Guirous y voit l'expression du refus des valeurs françaises.

Lydia Guirous, Porte-parole les Républicains, son dernier livre «Allah est grand, la République aussi» paru aux éditions JC Lattès.

Un aide-soignant du CHU de Bordeaux, ainsi que l'établissement lui-même, ont porté plainte après une agression par un homme qui refusait que son épouse enceinte soit examinée par un soignant masculin, a-t-on appris hier de sources concordantes. Que cela vous inspire-t-il?

Un peu de lassitude, ces incidents sont récurrents et quand on les dénonce soit on remet en question notre parole, soit on nous fait passer pour le diable. Pour de nombreuses personnes, il est plus confortable de ne pas voir ou de fermer les yeux. Ça se passe dans les écoles où l'on refuse la mixité, ça se passe dans les

piscines municipales où il y a eu de nombreux incidents cet été, et ça se passe aussi à l'hôpital public... Ce n'est pas nouveau. Les revendications sont de plus en plus virulentes et de plus en plus nombreuses. Ce sont des tests sur la solidité de notre modèle républicain. Il ne faut rien céder. A l'hôpital public, on n'a pas d'exigence à avoir sur le sexe du soignant. Le soin est un droit mais l'hôpital public est laïc et mixte, il ne doit pas s'adapter aux réclamations ou aux menaces de certains individus. Si ces usagers ne veulent pas se plier aux règles et au fonctionnement de l'hôpital public, ils peuvent se diriger vers des cliniques ou des maternités privés dans lesquels ils pourront choisir leur médecin. Le personnel hospitalier s'investit énormément, et aujourd'hui la violence est entrée dans les services d'urgences, il faut y mettre un terme rapidement. J'espère que cet homme sera condamné fermement et que cela servira d'exemple.

Selon le chef du service de gynécologie-obstétrique du CHU, Dominique Dallay, cité dans Sud Ouest, les demandes de prise en charge de femmes par uniquement du personnel médical féminin sont «un sujet récurrent dans les maternités». Et ce «pour différents types de raisons, pas uniquement religieuses», a précisé l'établissement hier. Faut-il voir dans cette agression un simple fait divers ou le symptôme d'un mal plus profond?

Si ce n'est pas de caractère religieux, je ne sais pas de quoi il s'agit! Il y a une mode dangereuse à ne pas vouloir nommer les choses. Dès lors que des faits similaires se produisent, il y a un empressement à dire qu'il n'y a pas de caractère religieux. C'est un peu le nouveau «Pas d'amalgame». Ces faits, comme je vous le disais, ne sont pas nouveaux, il y a déjà eu des problèmes similaires dans des maternités et des services d'urgence, et cela est lié à des revendications religieuses. Pour éviter de dire qu'il s'agit de revendications religieuses certains avanceront certainement «la pudeur» ou une approche «culturelle». C'est encore une fois une façon de ne pas nommer les choses. Malheureusement, la radicalisation religieuse, notamment l'islam radical gagne du terrain en France et cela n'en est qu'une illustration de plus. Il faut le dire clairement, le combattre fermement. Quand ce n'est pas à l'hôpital, c'est à l'université avec le jilbeb et les salles de prières, c'est aussi au collège avec les jupes longues car la direction applique la loi de 2004 qui interdit le voile, c'est aussi durant les cours de sport, notamment de natation, que les parents refusent pour leurs filles. On retrouve également cela au sujet de la viande que l'on ne mange pas si elle n'est pas confessionnelle, des cours de sciences naturelles

que l'on boycotte au nom de la «pudeur»... Arrêtons de céder. Arrêtons de culpabiliser et de trembler! Affirmons clairement, avec autorité, les valeurs de la France, de la République et notre mode de vie.

**Arrêtons de céder. Arrêtons de culpabiliser et de trembler !
Affirmons clairement, avec autorité, les valeurs de la France,
de la République et notre mode de vie.**

Que peuvent faire les politiques face à la montée des communautarismes?

Il faut rompre avec la culture de l'excuse, du relativisme culturelle, de la culpabilité post-coloniale. Il faut réaffirmer la République et la renforcer. Les politiques doivent être des combattants de la République. C'est ce que nous souhaitons faire avec Nicolas Sarkozy. Nous voulons réinstaurer une République forte et une France fière. L'autorité républicaine doit s'exprimer à nouveau. La police et la justice ont un rôle important à jouer dans le rétablissement de cette autorité républicaine. Il convient également de refonder l'école pour réinstaurer la hiérarchie, le respect, la discipline et la rigueur. Il est vrai que tout cela a été mis à mal par la politique du gouvernement actuel, avec les lois Taubira et les réformes de Najat Vallaud-Belkacem.

La France doit cesser d'être une société de droits sans devoirs. Chacun doit apporter sa pierre à l'édifice en s'acquittant de ses devoirs de citoyen responsable.

Les politiques doivent dire les choses et arrêter les arrangements avec la laïcité , avec la réalité que vivent les Français. Ils doivent être ancrés dans la vie quotidienne des Français, être à l'écoute pour apporter les bonnes solutions et arrêter de trouver des arrangements qui détruisent petits à petits notre modèle Républicain. Le cas des menus des substitution dans les cantines est un bon exemple. Aujourd'hui, des parents d'élèves refusent que leurs enfants mangent de la viande à l'école car elle n'est pas confessionnelle... alors certains élus veulent imposer un menu végétarien. Le menu végétarien est l'exemple même de la «solution-renoncement», une lâcheté de plus, car c'est celui qui refuse le système, qui réclame, qui gagne et prive les autres d'un droit. C'est le symbole d'une

République faible et d'élus qui ne résistent à aucune pression communautaire. A force de renoncement la France et la République seront redessinées par ceux qui réclament le plus fort. Je le refuse.

Nicolas Sarkozy a été au pouvoir pendant dix ans et n'a pas su enrayer le phénomène communautaire... Au-delà d'un discours de fermeté nécessaire, comment relancer une véritable politique d'intégration?

Je crois qu'il n'y a pas de politique d'intégration à relancer. Ce fût un échec, on ne peut que le constater. Je crois en l'individu, en la volonté de chacun de devenir ce qu'il souhaite devenir. On peut être issu de l'immigration et être pleinement français si on le souhaite, beaucoup de personne le font tous les jours et depuis de nombreuses années, ils sont totalement dans la société avec un amour pour la France et son mode de vie. Ils sont là et ne demandent pas que la France change pour eux. D'autres sont réfractaires, parfois ils ne connaissent pourtant que la France. Qu'importe les politiques, ils refuseront de vivre en s'adaptant à la France, ils sont dans un combat idéologique, politique. Face à cela il faudra que la République ne cède sur rien, ne doute jamais de ce qu'elle considère comme juste, notamment lorsqu'il s'agit de laïcité. Il faut que les règles soient les mêmes pour tous, qu'elles ne connaissent plus d'«exception» ou d'arrangement». Enfin, à mon sens, seule une politique claire d'assimilation nous permettra de retrouver pour les générations à venir de la cohésion nationale et de la fraternité. L'assimilation n'est rien d'autre qu'une intégration réussie.



Lydia Guirous
